

Brochure n° 3169

Convention collective nationale

**IDCC : 1726. – CABINETS D'ÉCONOMISTES
DE LA CONSTRUCTION
ET DE MÉTREURS-VÉRIFICATEURS
(Collaborateurs salariés)**

**AVENANT N° 14 DU 4 NOVEMBRE 2013
RELATIF À LA FORMATION PROFESSIONNELLE TOUT AU LONG DE LA VIE**

NOR : ASET1351222M

IDCC : 1726

Entre :

L'UNTEC,

D'une part, et

La FG FO ;

Le SYNAPTAU CFDT ;

La CFE-CGC BTP ;

La fédération BATIMAT-TP CFTC ;

L'UNSA FESSAD,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les partenaires sociaux créent un avenant relatif à l'application des articles 1.1.3 et 2.2 de l'accord du 25 mars 2005 (avenant n° 8) relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des salariés des cabinets d'économistes de la construction et de métreurs-vérificateurs.

Il s'ensuit les deux articles ci-après :

Article 1^{er}

Les formations prioritaires définies dans l'article 1.1.3 de l'avenant n° 8 ainsi que les prises en charge financières de la formation définies à l'article 2.2 de l'avenant n° 8 sont annulées et remplacées par les dispositions du tableau ci-après.

THÈMES	DURÉE maximale du contrat	DURÉE de la formation	PRISE EN CHARGE de la formation (pédagogie)	PRISE EN CHARGE forfaitaire des salaires
Contrats définis comme prioritaires par la branche professionnelle				
– BTS économie de la construction – bac pro technicien du bâtiment – bac pro études et économie de la construction	24 mois	1 200 heures	9,15 € de l'heure	CDI : 15,85 € de l'heure CDD : 13,85 € de l'heure
Titre de secrétaire technique Option cadre de vie	12 mois	378 heures	9,15 € de l'heure	10 € de l'heure
Licence économie de la construction	12 mois	600 heures	9,15 € de l'heure	CDI : 15,85 € de l'heure CDD : 13,85 € de l'heure
Master en économie de la construction	24 mois	1 200 heures	9,15 € de l'heure	CDI : 15,85 € de l'heure CDD : 13,85 € de l'heure

Cette prise en charge sera conditionnée à l'obligation pour l'entreprise d'accueil de nommer un tuteur ayant reçu une formation de tutorat d'une durée minimale de 2 jours. Le tuteur peut être responsable de l'entreprise ou un collaborateur confirmé dans les domaines disciplinaires de la formation suivie par le titulaire du contrat de professionnalisation.

L'exercice de la fonction tutorale sera pris en charge dans la limite du plafond réglementaire de 230 € par mois.

Article 2

Toutes les autres dispositions de l'avenant n° 8 restent applicables.

Fait à Paris, le 4 novembre 2013.

(Suivent les signatures.)